

Centre Inffo

Jean Bassères, directeur général de Pôle emploi, lors d'une rencontre avec l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis), le 17 octobre 2023.

France travail, vers « un meilleur accompagnement » (Jean Bassères)

« La démarche France travail porte pour la première fois sur le terrain politique la question de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des entreprises », a indiqué Jean Bassères, directeur général de Pôle emploi, lors d'une rencontre avec l'Association des journalistes de l'information sociale, mercredi 18 octobre.

Par Christelle Destombes - Le 19 octobre 2023.

Jean Bassères effectue son dernier mandat au service de l'opérateur et ne portera pas le déploiement de l'ambitieux projet de France travail en 2024, mais il sait « *l'incontestable besoin d'une coordination entre les acteurs* ». « À l'occasion des expérimentations de l'accompagnement renforcé des allocataires du RSA (revenu de solidarité active), les acteurs se découvrent : malgré l'accompagnement global, il y avait une méconnaissance du travail des départements côté Pôle emploi et vice versa... »

Suivi de l'orientation des demandeurs d'emploi

Pôle emploi devrait, si le texte est adopté par la commission mixte paritaire le 23 octobre, se voir doté de nouvelles missions, qui n'ont pas provoqué autant de dissensus que les débats autour du nom du futur opérateur... « *Demain tout allocataire du RSA, tout jeune en recherche d'emploi, sera inscrit obligatoirement à France travail. L'ambition est d'avoir une vision large des personnes en recherche d'emploi, d'organiser un suivi de leur orientation, et de s'assurer que l'accompagnement bénéficie à ses besoins* », qu'il soit accompagné par Pôle emploi, les missions locales ou le département, énumère Jean Bassères.

Académie France travail

Une importante mission de mise en commun des outils numériques et méthodologiques est à l'œuvre, afin que les systèmes d'information communiquent entre eux. L'appui à la gouvernance repose sur Pôle emploi qui devra, au niveau des bassins d'emploi, coordonner des plans d'action communs. Pour qu'une culture de coopération se crée, le texte de loi évoque une Académie France travail, pour mettre en place des formations. « *Elle reste à construire*, précise Jean Bassères. *Pôle emploi a déjà un dispositif interne de formation, avec des campus, une université du management... L'infrastructure peut être ouverte à d'autres, mais avant même de parler de formations, il faudra en 2024 créer une culture commune* ».

Les bienfaits de l'accompagnement

Sur les 18 territoires qui testent aujourd'hui l'accompagnement renforcé des allocataires du RSA, un outil de diagnostic est en développement pour permettre la bonne orientation des BRSA¹ Bénéficiaires du RSA.. Il devrait être intégré progressivement aux postes informatiques de travail de chacun des acteurs. « *Je n'ai pas*

de doute que tout ceci produit un retour à l'emploi », estime Jean Bassères. « Il y a une volonté avec ces pilotes de démontrer que l'accompagnement est un investissement socialement et économiquement rentable ».

La loi prévoit 15 à 20 h d'activités par semaine pour les BRSA en échange d'un suivi renforcé. Selon Jean Bassères, cela s'est montré pertinent avec le contrat d'engagement jeunes : dix-sept mois après leur entrée dans le dispositif, 85 % des jeunes connus de Pôle emploi ont accédé à un emploi, dont 58 % en emploi durable (CDI, CDD de plus de 6 mois). Les débats autour du « *travail obligatoire* » qui ont émaillé les séances parlementaires, sont « caricaturaux ». « C'est un engagement du SPE de fournir un meilleur accompagnement, plus dynamique que le PPAE ^[2] Parcours personnalisé d'accompagnement en emploi, en autonomie ».

Immersion en entreprise

Il défend ainsi l'immersion en entreprise que cet accompagnement pourrait permettre. Pôle emploi a ainsi développé une application « Immersion facilitée » sur laquelle 40 000 entreprises sont inscrites pour faire découvrir leurs métiers et leurs offres d'emploi. En 2022, 200 000 personnes en ont bénéficié, pour une immersion de 42 h en moyenne. « C'est un moyen de favoriser le retour à l'emploi, qui crée une meilleure satisfaction des entreprises et des personnes », selon Jean Bassères.

Expérimentations avec les Carsat

Par ailleurs, Pôle emploi développe des expérimentations avec les Carsat, notamment pour « expliciter aux seniors l'intérêt de reprendre un travail pour améliorer leurs droits à la retraite ». L'opérateur propose des modalités d'accompagnement diverses : clubs seniors ou intergénérationnels, « l'intérêt reste surtout pour les seniors de rester en emploi ».

Pour renforcer cet effort France travail, 300 postes équivalents temps plein sont budgétés pour rejoindre Pôle emploi en 2024. Le texte prévoit des crédits de 300 millions d'euros en 2024, 500 en 2025, 720 en 2026 et 1 milliard en 2027.

Centre Inffo vous conseille également

- Tourisme : un plan pour l'emploi et la formation des saisonniers
Le gouvernement engage un plan sur trois ans pour valoriser les métiers saisonniers du tourisme et fidéliser les salariés qui rejoignent le secteur. Il comporte...
- Les psychologues du travail de Pôle emploi : quel rôle depuis dix ans ?
Le collectif national des psychologues du travail de Pôle emploi organisait une journée de rencontres pour réinterroger les missions et la place de cette profession...

Notes

1. ↑ Bénéficiaires du RSA.
2. ↑ Parcours personnalisé d'accompagnement en emploi